



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **Compte-rendu du Conseil des ministres**

**Intervention de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Elysée***

*Mercredi 8 avril 2020*

**Contact presse :**

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



## **Propos liminaires de Bruno Le Maire :**

Bonjour à tous,

Je voudrais juste compléter ce que vient de dire excellemment mon ami Didier Guillaume.

D'abord pour dire qu'il n'y a pas eu de pénurie alimentaire en France et il n'y aura pas de pénurie alimentaire en France. C'est l'engagement que nous avons pris avec le ministre de l'Agriculture. L'engagement a été tenu grâce à la mobilisation exceptionnelle de toute la chaîne alimentaire.

Je pense que c'est un motif de fierté pour nous tous de se dire qu'en France, la sécurité alimentaire, même en période de crise, est garantie et elle est garantie parce que nous avons une production agricole indépendante forte, parce que les agriculteurs continuent à produire, parce que les produits sont transformés, qu'ils sont transportés, que la grande distribution a parfaitement joué le jeu, notamment de l'achat de produits agricoles français, ainsi que le commerce de détail et les marchés en plein vent.

Tous les acteurs de la chaîne ont parfaitement joué le jeu et je voudrais vraiment m'associer à l'hommage qui a été rendu par le ministre de l'Agriculture à tous ceux qui sont aujourd'hui au travail pour garantir la sécurité d'approvisionnement des Français, qu'ils soient agriculteurs, qu'ils soient ouvriers de l'industrie agro-alimentaire, qu'ils soient chauffeur-routier et qu'ils soient agents de caisse ou metteurs en rayons, tout le monde est mobilisé pour faire en sorte que chacun puisse trouver dans les rayons les produits dont il a besoin.

Je vais rappeler aussi que l'alimentation, c'est la grande distribution, c'est aussi le commerce de détail et je voudrais inviter nos compatriotes à continuer à aller dans les commerces de détail.

Je pense à la boulangerie artisanale, je pense évidemment à la chocolaterie artisanale à la veille de Pâques. C'est très important que ces commerces qui ont beaucoup investi sur cette période très spécifique de Pâques puissent voir leurs produits achetés par les Français.

Le deuxième message, c'est pour vous dire qu'il y aujourd'hui une stabilité des prix alimentaires lorsque nous regardons l'ensemble des produits alimentaires. Le chiffre qui est celui de la grande distribution et de la DGCCRF, c'est +0,01 % d'évolution des prix en mars hors produits frais traditionnels, et j'insiste là-dessus parce qu'il peut y avoir une perception différente de la part de nos compatriotes, parce que c'est vrai, je le reconnais, il y a sur certains fruits et légumes frais, une forte augmentation qui est due à une chose très simple, c'est que c'étaient des produits qui venaient de pays européens dans lesquels les produits n'étaient pas forcément la même qualité.

Désormais, ce sont des produits français. Pour faire simple, la fraise gariguette française, elle est beaucoup plus chère que la fraise espagnole. Le concombre français, il est environ deux à trois fois plus cher que le concombre néerlandais. Même chose pour la tomate. Donc, ce que nous payons sur ce secteur très précis des fruits et légumes frais, c'est tout simplement la qualité de la production française.

Ces produits feront l'objet d'une très grande vigilance de notre part. J'ai demandé à la DGCCRF d'être très mobilisée pour veiller à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation indue des prix alimentaires en France. Ce n'est pas le cas, mais nous y veillons, en particulier en Outre-mer, où il y aura des tensions plus fortes en raison des difficultés de transport.

Enfin, je voudrais signaler que nous assistons à une évolution forte des habitudes de consommation de nos compatriotes avec certains produits qui sont moins consommés, comme les fromages à la coupe, et d'autres produits, en revanche, qui explosent, comme la farine, 140 % d'augmentation et les œufs, 150 % d'augmentation de consommation.

Ce qui prouve que les Français confinés visiblement, ont retrouvé le goût de la pâtisserie.



## **Questions-réponses avec la presse :**

### **Journaliste**

J'ai donc centralisé les questions de mes confrères. J'en ai 30. Ça peut paraître beaucoup, mais au vu des conditions exceptionnelles que nous vivons, je vais essayer de les poser de la façon la plus claire possible et si vous voulez bien, être le plus factuel possible aussi.

J'ai thématiqué d'abord deux questions pour vous, Monsieur Le Maire, sur le chômage.

Jérôme Rivet de l'AFP demande votre réaction sur les chiffres publiés par la Banque de France ce matin avec un PIB de - 6 % au premier trimestre. Le gouverneur de la Banque de France dit qu'il ne faut pas compter l'argent pour soutenir l'économie, mais aussi que cela ne peut pas durer trop longtemps. Jusqu'à quand l'Etat peut-il maintenir ces mesures comme le chômage partiel ou le report des changes ?

et Alain Ruello *des Echos*, toujours pour vous, Monsieur Le Maire : à ce stade, le coût potentiel du chômage partiel frôle les 20 milliards pour trois mois. Pensez-vous qu'on s'approche du pic ou pas encore ?

### **Bruno Le Maire**

Sur les dispositifs que nous avons mis en place à la demande du président de la République et du Premier ministre avec la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, nous les maintiendrons le temps que dureront cette crise sanitaire et cette crise économique.

Nous avons fait un choix et je considère que c'est un choix de responsabilité qui est de préserver les compétences des salariés plutôt que d'avoir, comme aux Etats-Unis, des millions de chômeurs supplémentaires chaque semaine. Donc, je crois que c'est un choix qui peut paraître coûteux, mais c'est un investissement sur les salariés, les formations, les compétences et c'est ce qui nous permettra, ensuite, de redémarrer notre économie le plus rapidement possible.

Quant aux chiffres de croissance qui ont été donnés ce matin par la Banque de France, j'aurai l'occasion de présenter une nouvelle évaluation de la croissance française dans les jours qui viennent, au moment de la présentation du projet de loi de finances rectificative.

Je pense ne jamais avoir caché aux Français que cette crise économique n'avait comme comparaison possible que la crise de 1929 par sa violence, par sa globalité et par sa durée. Je pense que les chiffres qui viennent d'être avancés par la Banque de France, ceux que j'aurai l'occasion de présenter d'ici quelques heures ou quelques jours, ne viennent que confirmer cette évaluation.

### **Journaliste**

Après seize heures de discussions entre les membres de l'Eurogroupe, vous seriez proche d'un accord. Qu'inclut-il ? Êtes-vous tombés d'accord sur la création d'un fonds de relance ? Quels pays sont pour le moment réticents ? Quels sont les sujets de frustration ou de désaccords potentiels ? Y a-t-il une possibilité d'accord de l'Union européenne sur un plan d'action face à la crise et notamment sur le déblocage des fonds du Mécanisme européen de stabilité sans conditions trop dures pour les pays fragilisés comme l'Italie et l'Espagne ?

Et dernière question sur l'Eurogroupe : l'Allemagne campe sur ses positions concernant la mutualisation de la dette, quel est le plan B pour le Gouvernement ? On sait que sans cette mutualisation l'Italie pourrait s'effondrer et quitter la zone euro.



## Bruno Le Maire

D'abord, je veux dire que nous avons eu une réunion des ministres des Finances de la zone euro longue et difficile cette nuit qui s'est terminée vers 9 heures ce matin.

Cette réunion ne nous a pas permis de conclure sur un paquet ambitieux de réponses à la crise économique liée à la crise sanitaire du coronavirus. Je ne veux pointer du doigt personne parce que je pense que ce serait totalement inutile et parce que je crois profondément avec le président de la République que notre responsabilité collective désormais, c'est d'aboutir à un accord dans les 24 heures. Un échec est impensable. Et nous mettrons avec mon collègue et ami Olaf Scholz tout notre poids dans cette bataille pour parvenir à un accord.

Nous allons reprendre la négociation demain et nous mettrons tout notre poids pour parvenir à un accord. Je rappelle que la France et l'Allemagne ont adopté durant toute cette négociation nocturne les mêmes positions et nous sommes d'accord sur la nécessité d'avoir un paquet global et massif. Ce paquet global et massif repose sur les quatre piliers que vous avez mentionnés.

Le premier, c'est l'utilisation du Mécanisme européen de stabilité. Je voudrais simplement dire une évidence : ce Mécanisme européen de stabilité, il a été créé pour faire face à une crise. Nous faisons face à quoi ? Une crise grave et profonde, donc il est indispensable d'utiliser ce Mécanisme européen de stabilité sans rajouter des conditions qui pourraient être perçues comme des provocations par certains Etats membres et qui ne sont pas nécessaires pour activer ce Mécanisme européen de stabilité.

Donc, restons-en à la lettre des textes européens. Il y a un Mécanisme européen de stabilité pour faire face à une situation de crise. Il y a une situation de crise. Cela permettrait de dégager 250 milliards d'euros. Je pense que nous avons besoin de cet argent et que nous devons pouvoir trouver un accord sans rajouter des conditions excessives au déclenchement de ce Mécanisme européen de stabilité.

Nous avons un deuxième instrument qui est la Banque européenne d'investissement. Là aussi, elle est faite pour relancer l'investissement, donc elle doit nous permettre de dégager des fonds supplémentaires. Là, il y a un accord global qui se dessine avec des investissements possibles, des prêts supplémentaires pour les entreprises de l'ordre de 200 milliards d'euros.

Il y a un troisième instrument qui était proposé par la Commission européenne, c'est le dispositif de financement du chômage partiel.

Voyez bien, je viens de vous dire que le chômage partiel allait coûter cher mais que c'était un investissement. Je crois que c'est bien d'avoir ce dispositif dit *dispositif Sure* qui était proposé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et que nous soutenons totalement. 250 milliards pour le Mécanisme européen de stabilité, 200 milliards pour la Banque européenne d'investissement. Ça fait déjà 450 plus *Sure* 100 milliards d'euros, 550 milliards d'euros de disponibles.



Et puis il y a un quatrième pilier de ce paquet, c'est le fonds de relance. Nous sommes d'accord pour faire figurer ce fonds de relance dans le paquet global et nous sommes d'accord avec l'Allemagne, avec beaucoup d'Etats membres, sur la nécessité d'avoir ce fonds de relance qui va financer des dépenses très concrètes.

Demain, il va falloir financer des hôpitaux, il va falloir soutenir des filières industrielles comme l'automobile ou l'aéronautique. Il va falloir continuer à investir dans les nouvelles technologies, dans la 5G. Sinon, nous allons prendre du retard par rapport à la Chine et par rapport aux Etats-Unis. C'est à ça que va servir ce fonds. Une relance européenne pour tout simplement rester au niveau des grandes puissances de la planète.

L'enjeu est absolument stratégique et nous sommes d'accord avec l'Allemagne pour défendre ce fonds de relance. Ensuite, comment est-ce qu'on le finance ? Nous estimons que lever de la dette ensemble pour le futur sur ces dépenses précises liées à la crise du coronavirus, pas sur le passé et pas sans fournir les précisions nécessaires, c'est la meilleure solution économique parce que c'est ce qui coûtera le moins cher. C'est ce qui permettra d'étaler la dépense dans le temps. Il nous paraît plus judicieux d'emprunter collectivement, pour une durée limitée sur des dépenses spécifiques, en étalant le coût sur le temps plutôt que de tous emprunter immédiatement de l'argent budgétaire qui sera forcément plus coûteux.

Donc je le redis, un accord est apporté demain. Nous ne devons ménager aucun effort pour y parvenir. J'aurai, dès cet après-midi, de nouveaux contacts avec mes homologues européens, et avec mon homologue allemand Olaf Scholz, nous allons mettre tout notre poids dans la balance pour parvenir demain à un accord sur le soutien à l'économie européenne après la crise du coronavirus.

### **Journaliste**

Deux dernières questions pour vous, Monsieur Le Maire, une sur Renault et une sur Air France.

Dans ses aides aux entreprises, le Gouvernement semble privilégier les prêts garantis. Ne devrait-il pas plutôt acquérir des actions des entreprises cotées pour pouvoir en faire profiter le contribuable lorsque les cours en Bourse seront remontés ? Qu'est-il notamment prévu pour Renault ?

Air France KLM, un prêt garanti de 6 milliards ne suffira pas si les habitudes de voyage sont bousculées dans la durée. Quelles sont les autres mesures envisagées pour Air France ?

### **Bruno Le Maire**

Je vais être très bref : tout est possible, tout est envisageable, tout est prêt, à la demande du président de la République et du Premier ministre. Tout est possible, tout est envisageable et tout est prêt. Je pense que ça veut exactement dire ce que ça doit dire.

### **Journaliste**

Et sur Vivendi ?



## **Bruno Le Maire**

Nous suivons la question attentivement. Je pense qu'il faut bien distinguer les activités américaines de Vivendi des activités françaises, mais nous sommes en contact avec le groupe Vivendi sur cette question des dividendes qui seront versées en France, je dis bien en France.